

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	9
Liste des abréviations, sigles et acronymes	13
INTRODUCTION.....	21
I. L'investissement éthique: approche holistique.....	26
A. L'investissement éthique: un concept né de la philosophie morale.....	26
B. L'investissement éthique: un objet de recherches en sciences de gestion..	31
C. L'investissement éthique: un objet de recherches en sciences sociales.....	33
II. l'investissement éthique: approche juridique	36
A. L'investissement éthique: un objet de réglementation	37
1. L'encadrement européen et international de l'investissement éthique..	37
2. L'encadrement national de l'investissement éthique.....	38
a) Le cadre légal et réglementaire de l'investissement éthique	38
b) L'autorégulation de l'investissement éthique.....	39
B. L'investissement éthique: un acte d'investissement	41
1. L'auteur de l'acte d'investissement éthique: un investisseur	43
2. L'objet de l'acte d'investissement éthique: des instruments financiers..	47
3. La cause de l'investissement éthique: l'intention spéculative	47
C. L'investissement éthique: un acte d'investissement fondé sur des valeurs.....	51
 PARTIE I – L'EXPRESSION DE L'INVESTISSEMENT ÉTHIQUE: INVESTIR CONFORMÉMENT À SES VALEURS	 57
Titre I – Les traits distinctifs de l'investissement éthique.....	59
Chapitre I – La notion d'investissement éthique	61
Section I – Le critère déterminant: un investissement fondé sur des valeurs....	61
Paragraphe I – La notion de valeur.....	61
Paragraphe II – Les valeurs dans l'investissement éthique	64
A. Les valeurs religieuses de l'investissement éthique	65

1. L'investissement conforme aux valeurs chrétiennes	65
a) Les prémices de l'investissement religieux conforme aux valeurs chrétiennes	66
b) La structuration de l'investissement éthique autour des premiers fonds éthiques	68
2. L'investissement conforme aux valeurs de l'islam	70
a) L'émergence de l'investissement islamique	71
b) Les principes de l'investissement islamique	72
c) Les formes d'investissement islamique	74
3. L'investissement éthique conforme aux valeurs judaïques	76
a) L'incertitude quant à l'obligation de suivre les préceptes halachiques dans les choix d'investissement	76
b) L'investissement halachique	77
4. L'investissement éthique conforme aux valeurs du <i>dharma</i>	78
a) Le <i>dharma</i> dans les religions du sous-continent indien	78
b) L'investissement dharmique: un investissement essentiellement de type indiciaire	79
B. Les valeurs séculières de l'investissement éthique	79
1. La responsabilité sociale	80
a) Les soubassements de l'investissement socialement responsable	80
α) Les luttes en faveur des droits sociaux et les premières inquiétudes environnementales	80
β) Le triptyque du développement durable	83
b) Les formes d'investissement socialement responsable	85
α) Les critères de sélection tenant à la dimension environnementale	86
β) Les critères de sélection tenant à la dimension sociale	89
γ) Les critères de sélection tenant à la gouvernance	91
c) L'investissement durable stratégique	94
2. La solidarité	96
a) L'économie sociale et solidaire	96
b) Les fonds d'investissement dans l'économie sociale et solidaire	98
α) L'investissement solidaire éthique en droit français	98
i. Les FCPE solidaires	98
ii. Les fonds d'investissement à vocation générale solidaires de l'article R. 214-32-16 du Code monétaire et financier	100
β) L'investissement solidaire éthique en droit de l'Union européenne	100
i. Le cadre normatif de la réglementation européenne	100

ii. Les fonds d'entrepreneuriat social européens	102
γ) L' <i>impact investment</i>	104
3. La philanthropie.....	106
a) L'investissement dans la micro-finance	106
b) Les fonds de partage « mixtes »	107
C. Les valeurs immorales	109
Conclusion de Section.....	110
Section II– Les critères indifférents.....	111
Paragraphe I–L'inscription de l'investissement éthique dans le long terme	111
Paragraphe II–L'activisme actionnarial.....	114
Conclusion de Section.....	116
Conclusion de Chapitre	117
Chapitre II–Le régime de l'investissement éthique	119
Section I–La politique d'investissement éthique	119
Paragraphe I–La sélection des titres	120
A. Les critères négatifs: les approches exclusives	120
1. Les exclusions « <i>faith-based</i> ».....	121
2. Les exclusions sectorielles	122
3. Les exclusions normatives.....	123
B. Les critères positifs.....	127
1. La sélection ESG	127
2. L'approche thématique ESG.....	130
C. Les nouvelles approches multi-critères.....	132
1. Les critères scientifiques du « développement durable stratégique » ..	132
2. Les critères de l' <i>impact investment</i>	133
Paragraphe II– Les aides à l'investissement éthique	134
A. Les organismes de notation extra-financière.....	135
1. La diversité des organismes de notation extra-financière.....	137
2. Les activités des organismes de notation extra-financière.....	139
a) La diversité des activités des organismes de notation extra-financière	139
α) La notation extra-financière déclarative.....	139
i. La diversité des objets de notation	139
ii. La diversité des objectifs de notation	140
β) La notation extra-financière sollicitée.....	141
b) Les méthodologies mises en œuvre par les organismes de notation extra-financière	142

c) Les limites et perspectives de la notation extra-financière	144
3. L'encadrement juridique des activités des organismes de notation extra-financière.....	148
a) L'encadrement juridique de la notation extra-financière sollicitée. 150	
α) La convention de notation : un contrat de renseignement.....	150
β) Les obligations à la charge de l'organisme de notation extra-financière	153
γ) Les obligations à la charge de l'émetteur ayant sollicité la notation	156
b) L'encadrement juridique de la notation extra-financière déclarative. 157	
α) Les obligations de l'organisme de notation sociale dans le cadre d'une notation déclarative.....	158
β) La nécessaire autorégulation de l'activité de notation extra-financière	159
B. Les fournisseurs d'indices.....	162
Paragraphe III – La gestion de portefeuille à l'épreuve de l'investissement éthique.....	167
Sous-paragraphe I – La fourniture d'un service adapté : une obligation <i>ex ante</i> pour le prestataire de connaître son client	168
A. La catégorisation des clients : une obligation de se renseigner	168
B. Le test d'adéquation : une obligation d'évaluation.....	172
1. Le « <i>suitability test</i> »	173
2. L'« <i>appropriateness test</i> »	176
Sous-paragraphe II – Les modes de gestion	178
A. Le conseil en investissement financier éthique	178
B. La gestion directe de portefeuille éthique.....	182
C. La gestion individuelle de portefeuille éthique.....	184
1. La délivrance d'un service en adéquation avec les valeurs de l'investisseur	185
2. L'externalisation de la gestion de portefeuille éthique	187
3. L'exécution conforme des termes du mandat de gestion	191
D. La gestion collective de portefeuille éthique	193
1. La délivrance d'un service en adéquation avec les valeurs de l'investisseur	195
2. L'exécution conforme des termes du contrat de souscription	196
a) Le rôle de la société de gestion	196
b) Le rôle du dépositaire.....	200
Conclusion de Section.....	202
Section II – L'information des investisseurs éthiques	203

Paragraphe I – L’information des souscripteurs de fonds éthiques	204
A. L’information légale et réglementaire	205
1. L’obligation d’informer sur les critères extra-financiers	206
2. La transmission de l’information sur les critères extra-financiers.....	209
a) La politique d’investissement éthique renseignée dans le DICI	210
b) Les critères d’investissement socialement responsable renseignés en application de l’article D. 533-16-1 du Code monétaire et financier	215
α) Les informations relatives à la société de gestion	215
β) Les informations relatives aux fonds « ISR ».....	216
B. L’information publicitaire	217
1. Les caractères de l’information publicitaire.....	218
a) Les caractères de l’information publicitaire au regard du droit financier.....	218
b) Les caractères de l’information publicitaire au regard du droit des obligations	220
2. La cohérence des documents publicitaires	222
3. Le contrôle de l’information publicitaire	225
a) Le rôle de l’AMF.....	225
b) Le rôle de la société de gestion de portefeuille.....	225
C. Les codes de bonne conduite.....	227
1. Les codes de bonne conduite homologués des distributeurs	228
2. Le Code de Transparence pour les fonds ISR ouverts au public.....	229
a) Le champ d’application du Code de transparence pour les fonds ISR ouverts au public.....	230
b) Le contenu du Code de transparence pour les fonds ISR ouverts au public	231
c) L’effectivité du Code de transparence pour les fonds ISR ouverts au public	233
D. Les labels.....	237
1. L’opportunité d’une labellisation de l’investissement éthique.....	237
2. L’offre de labels « ISR » en France	238
a) L’exemple du label de Novethic.....	238
b) L’exemple du label du Comité intersyndical de l’épargne salariale..	242
Paragraphe II – L’information des investisseurs éthiques en gestion individuelle.....	243
A. Le devoir de conseil à l’égard de l’investisseur éthique	244
B. L’obligation de rendre compte à l’investisseur éthique.....	249

Paragraphe III – Le « risque éthique » : source d'une obligation de mise en garde spécifique?.....	252
Conclusion de Section.....	257
Conclusion de Chapitre.....	258
Conclusion du Titre I.....	259
Titre II – La conformité éthique de l'investissement	261
Chapitre I – Le contrôle de conformité éthique	263
Section I – Le contrôle de conformité éthique par des organismes <i>ad hoc</i>	263
Paragraphe I – Les comités de conformité éthique	264
A. Les comités de conformité religieuse: l'exemple des comités charia ...	264
1. L'émergence des comités charia	264
2. L'encadrement juridique des comités charia.....	266
a) La composition des comités charia	269
α) Le comité charia: un organe collégial.....	269
β) L'exception luxembourgeoise: le conseiller charia unique.....	270
b) La procédure de nomination des conseillers charia.....	270
α) Le pouvoir de nomination	271
β) Les conditions d'éligibilité	271
c) Les missions des comités charia	273
α) L'approche restrictive: une simple fonction consultative	273
β) L'approche extensive: un pouvoir décisionnel	275
i. L'approche luxembourgeoise	275
ii. L'approche britannique	275
d) Les délibérations du comité charia	276
α) Le principe de consensus	276
β) La publicité des décisions.....	277
γ) Le devoir de confidentialité des conseils charia	277
e) La responsabilité des comités charia	277
f) Le contrôle des comités charia.....	278
α) Le contrôle des comités charia dans les pays dotés d'un système financier islamique développé	278
β) Le contrôle des comités charia dans les pays s'ouvrant à la finance islamique.....	279
B. Les conseils de surveillance des fonds communs de placement en entreprise	280
Paragraphe II – Les fournisseurs d'indices	283
Conclusion Section	284

Section II–Le contrôle de conformité éthique ou étatique par l'autorité étatique	285
Paragraphe I–Le contrôle de conformité effectué par l'autorité de surveillance	285
Paragraphe II–Le contrôle de conformité effectué par le juge	286
Conclusion Section	287
Conclusion de Chapitre	287
Chapitre II–Le défaut de conformité éthique.....	289
Section I–Les sanctions civiles du défaut de conformité	289
Paragraphe I–La sanction de l'inadéquation de l'investissement aux exigences éthiques de l'investisseur	289
A. L'absence de cause.....	289
B. L'atteinte à l'intégrité du consentement de l'investisseur éthique.....	290
1. L'erreur.....	291
a) Les conditions de l'erreur	291
b) L'erreur de l'investisseur éthique.....	292
2. Le dol.....	293
a) Les conditions du dol.....	293
b) Le dol de l'investisseur éthique	295
C. L'atteinte à l'intégrité de l'investissement éthique	296
1. Le défaut de conformité	297
2. Les vices cachés	298
Paragraphe II–La mise en œuvre de la responsabilité civile de l'intermédiaire financier pour manquement au respect du caractère éthique de l'investissement	300
A. Les conditions de la responsabilité contractuelle	300
1. La faute	300
a) Le manquement à une obligation professionnelle.....	300
b) Le manquement contractuel	301
c) L'intensité de l'obligation méconnue	301
2. Le préjudice.....	302
a) La nature du préjudice subi par l'investisseur éthique : l'atteinte aux convictions	303
α) La réparation du préjudice moral par le juge financier	305
β) L'admission du préjudice moral pour atteinte aux convictions de l'investisseur	308
b) Les caractères du préjudice subi par l'investisseur éthique	311
α) Le caractère prévisible du préjudice.....	311
β) Le caractère certain du préjudice.....	311

3. Le lien de causalité	313
B. Les causes d'exonération	313
C. La réparation de l'atteinte aux convictions	314
1. Les clauses aménageant la responsabilité.....	314
a) L'opposabilité des clauses aménageant la responsabilité	315
b) La validité des clauses aménageant la responsabilité	316
α) L'encadrement légal des clauses aménageant la responsabilité....	316
i. L'encadrement des clauses aménageant la responsabilité par le droit des marchés financiers.....	316
ii. L'encadrement des clauses aménageant la responsabilité par le Code de la consommation	317
β) L'encadrement des clauses aménageant la responsabilité par la jurisprudence	323
c) L'efficacité des clauses limitatives et élusives de responsabilité	325
2. Le montant de l'indemnisation	327
a) Les délicates appréciation et évaluation du préjudice moral.....	327
b) Les modalités de réparations du préjudice d'atteinte aux convictions.....	329
α) La réparation symbolique.....	329
β) La clause pénale	329
γ) L'exemple civiliste: la réparation du préjudice subi par l'époux(se) en raison de l'atteinte à ses convictions religieuses du fait du divorce	331
Conclusion de Section.....	333
Section II—Les autres sanctions du défaut de conformité	334
Paragraphe I—Les sanctions pénales du défaut de conformité.....	334
A. Les pratiques commerciales trompeuses	334
1. Le champ d'application des pratiques commerciales trompeuses	336
2. Les éléments constitutifs de l'infraction de pratiques commerciales trompeuses	340
a) L'élément matériel	341
b) L'élément moral	343
3. La répression	345
B. La tromperie.....	347
Paragraphe II—Les sanctions disciplinaires du défaut de conformité	351
Conclusion de Section.....	355
Conclusion de Chapitre.....	355
Conclusion du Titre II.....	355
Conclusion de la Première partie.....	356

PARTIE II – L'ABOUTISSEMENT DE L'INVESTISSEMENT ÉTHIQUE :	
S'INVESTIR POUR DÉFENDRE SES VALEURS	359
Titre I – L'engagement des investisseurs éthiques	361
Chapitre I – Le champ d'application de l'engagement des investisseurs éthiques	363
Section I – Le champ d'application <i>ratione personae</i> de l'engagement actionnarial éthique	363
Paragraphe I – La prise de parole comme mode d'expression du mécontentement des actionnaires éthiques	366
A. L'engagement des actionnaires particuliers: un activisme volontaire ..	366
1. L'engagement actionnarial des investisseurs particuliers dans le cadre d'une gestion directe	367
2. L'engagement actionnarial des investisseurs particuliers dans le cadre d'une gestion sous mandat	369
3. L'engagement actionnarial des investisseurs particuliers dans le cadre d'une gestion collective: un activisme exercé « en interne »	370
a) Les droits politiques de l'actionnaire de SICAV et du porteur de parts de FCP	371
b) Le nécessaire renforcement des droits politiques de l'investisseur éthique	372
B. L'engagement des investisseurs professionnels: un activisme encouragé ..	374
1. Les encouragements légaux en faveur de l'activisme des <i>pension funds</i>	375
2. Les encouragements légaux en faveur de l'activisme du Fonds de Réserve pour les Retraites	376
3. Les encouragements en faveur de l'activisme des fonds d'investissement	377
a) Les encouragements légaux en faveur de l'activisme des fonds d'investissement	377
b) Les encouragements non réglementaires en faveur de l'activisme des fonds d'investissement socialement responsable	378
c) L'engagement actionnarial des fonds d'investissement éthiques à l'aune des principes du droit des sociétés	380
α) Les bouleversements engendrés par la montée en puissance des fonds d'investissement	381
β) L'engagement actionnarial des fonds d'investissement « dans l'intérêt exclusif » des souscripteurs	382
γ) Les modalités d'encadrement de l'engagement actionnarial des fonds d'investissement: l'investissement éthique comme modèle de référence	384

C. L'engagement des actionnaires salariés : une schizophrénie institutionnalisée?	388
Paragraphe II – La défection, seul mode d'expression du mécontentement des obligataires éthiques	390
A. La faible étendue des droits des obligataires	390
1. La masse des obligataires	390
2. L'assemblée générale des obligataires	391
3. La défense des intérêts communs des obligataires par les représentants de la masse	392
B. La défection, unique stratégie offerte par le droit aux obligataires éthiques	393
Paragraphe III – Les modes d'expression des porteurs de valeurs mobilières « composées » éthiques	394
A. Les modes d'expression des porteurs de valeurs mobilières « composées » donnant droit à l'attribution de titres de créances	394
B. Les modes d'expression des porteurs de valeurs mobilières « composées » donnant accès au capital	395
Conclusion de Section	396
Section II – Le champ d'application <i>ratione materiae</i> de l'engagement éthique	396
Paragraphe I – L'engagement actionnarial de type <i>shareholder</i>	398
Paragraphe II – L'engagement actionnarial de type <i>stakeholder</i>	401
A. Les objectifs de l'engagement actionnarial de type <i>stakeholder</i>	401
B. La conjugaison de l'engagement actionnarial de type <i>stakeholder</i> et de l'investissement éthique	406
C. Les motivations en faveur de l'engagement actionnarial de type <i>stakeholder</i>	406
D. Les limites supposées à l'engagement actionnarial de type <i>stakeholder</i>	409
1. Les limites structurelles supposées à l'engagement actionnarial	409
2. Les limites juridiques supposées à l'engagement actionnarial de type <i>stakeholder</i>	411
3. Les limites financières supposées à l'engagement actionnarial de type <i>stakeholder</i>	411
Conclusion de Section	413
Conclusion de Chapitre	413
Chapitre II – La mise en œuvre de la politique d'engagement des investisseurs éthiques	415
Section I – L'information au service de la politique d'engagement	416

Paragraphe I – L’information sociale et environnementale contenue dans le rapport annuel de gestion	417
A. L’information de la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques	418
1. L’extension de la mission du commissaire aux comptes	419
2. Le périmètre de l’obligation d’information	420
3. Les informations requises au titre du décret n° 2002-221	421
4. L’absence de sanction spécifique en cas de non-respect de l’obligation de communication des informations exigées	421
a) Les sanctions civiles	423
b) Les sanctions pénales	424
c) Les sanctions administratives	427
B. L’information de l’ordonnance n° 2004-1382 du 20 décembre 2004 ..	428
C. L’information de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l’environnement	430
1. L’élargissement du champ d’application <i>ratione personae</i> de l’obligation de divulgation	433
2. L’élargissement du contenu des informations à divulguer	435
3. Les nouvelles modalités de communication	437
D. Le contrôle de l’information sociale et environnementale	439
1. L’extension de la mission du commissaire aux comptes à la vérifi- cation des informations environnementales, sociales et sociétales	439
2. La vérification des informations par un organisme tiers indépendant : vers un audit sociétal légal	444
a) La vérification des informations sociales et environnementales sous l’empire de la loi NRE : des lacunes de la réglementation aux démarches volontaires	445
b) La vérification des informations environnementales, sociales et sociétales sous l’empire de la loi Grenelle II : le recours à un organisme tiers indépendant	448
α) La désignation de l’organisme tiers indépendant	449
β) Le cadre juridique de la mission de l’organisme tiers indépendant	451
γ) Le rapport de l’organisme tiers indépendant	454
δ) La fin de la mission de l’organisme tiers indépendant	455
Paragraphe II – La participation à des comités spécialisés du conseil d’administration	458
A. La création de comités dédiés à la RSE et au développement durable	459

1. Les missions des comités dédiés à la RSE et au développement durable.....	460
2. Le statut des comités dédiés à la RSE et au développement durable.....	461
B. La limite tirée de la qualité d'OPCVM à vocation générale de l'actionnaire	462
Conclusion de Section.....	464
Section II – La formalisation de la politique d'engagement : l'exercice des prérogatives actionnariales	465
Sous-section I – Le recours aux associations de défense d'actionnaires et d'investisseurs éthiques	467
Paragraphe I – Les associations de défense d'investisseurs de droit commun.....	468
A. Le régime juridique des associations de défense d'investisseurs de droit commun.....	469
B. Les associations de défense d'investisseurs éthiques de droit commun.....	470
Paragraphe II – Les associations d'actionnaires de sociétés cotées : l'exercice des droits de l'actionnaire dans la société cotée	471
A. Le régime juridique des associations d'actionnaires de sociétés cotées ..	471
B. Les associations d'actionnaires éthiques de sociétés cotées.....	473
Sous-section II – Les prérogatives des actionnaires éthiques engagés.....	474
Paragraphe I – La formulation de questions par les actionnaires éthiques engagés	475
A. Les questions écrites adressées aux dirigeants sociaux	476
1. Les questions sur des opérations de gestion	476
2. Les questions sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.....	476
3. Les questions écrites adressées aux dirigeants sociaux en prévision de l'assemblée générale annuelle.....	477
B. Les questions orales posées aux dirigeants sociaux lors de l'assemblée générale.....	479
Paragraphe II – La formulation de propositions par les actionnaires éthiques engagés	480
A. Le dépôt de résolution avant la tenue de l'assemblée	480
B. Les propositions formulées en cours d'assemblée générale.....	483
Paragraphe III – L'exercice de leur droit de vote par les actionnaires éthiques engagés	484
A. L'instauration d'une obligation de transparence en matière de vote à la charge des gestionnaires d'OPCVM.....	484

1. L'édition en amont d'une politique de vote :	
une obligation de transparence <i>ex ante</i>	486
a) Les mentions devant figurer dans la politique de vote	487
b) L'application du dispositif aux OPCVM éthiques	488
c) Les sanctions de la violation de la politique de vote	489
2. L'exercice du droit de vote par les gestionnaires d'OPCVM	490
a) La nature ambiguë de l'obligation visée à l'article L. 533-22 du Code monétaire et financier	490
b) La mise en œuvre de l'obligation visée à l'article L. 533-22 du Code monétaire et financier	492
α) Le champ d'application <i>ratione materiae</i> de l'obligation visée à l'article L. 533-22 du Code monétaire et financier.....	492
β) Le champ d'application <i>ratione personae</i> de l'obligation visée à l'article L. 533-22 du Code monétaire et financier.....	493
γ) L'obligation subséquente de rendre de compte de l'exercice de l'obligation visée à l'article L. 533-22 du Code monétaire et financier: une obligation de transparence <i>ex post</i>	497
c) Les sanctions du manquement à l'obligation visée à l'article L. 533-22 du Code monétaire et financier	498
α) Les sanctions civiles du manquement à l'obligation visée à l'article L. 533-22 du Code monétaire et financier.....	499
β) Les autres sanctions du manquement à l'obligation visée à l'article L. 533-22 du Code monétaire et financier.....	502
i. Les sanctions disciplinaires du manquement à l'obligation visée à l'article L. 533-22 du Code monétaire et financier	502
ii. Les sanctions pénales du manquement à l'obligation visée à l'article L. 533-22 du Code monétaire et financier	502
B. Les encouragements légaux et réglementaires en faveur de l'exercice du droit de vote des actionnaires	503
1. Les réformes récentes en faveur de la facilitation de l'exercice du droit de vote de certains actionnaires	504
a) La facilitation de l'exercice du droit de vote des investisseurs institutionnels.....	504
α) Le conseil en vote	505
i. Les prémices du conseil en vote en France: l'exemple de l'AFG..	505
ii. L'encadrement a minima des agences de conseil en vote	506
β) L'instauration du vote pré-assemblée générale	509
b) Le vote des actionnaires non-résidents	511
2. Les propositions de réformes en faveur de l'amélioration de l'exercice du droit de vote de tous les actionnaires.....	513

a) La généralisation de l'expression confidentielle du vote lors des assemblées d'actionnaires	514
b) La prise en compte du vote d'abstention aux assemblées d'actionnaires.....	515
c) Le maintien du droit de vote double.....	517
Conclusion de Section.....	519
Section III – Les voies d'action contentieuse ouvertes aux actionnaires éthiques engagés	520
Paragraphe I – Les recours offerts aux actionnaires éthiques par le droit des sociétés	520
A. L'action en responsabilité des dirigeants sociaux	520
1. Le fait générateur de responsabilité des dirigeants sociaux	520
2. Le préjudice invoqué par les actionnaires	521
a) La réparation du préjudice subi par la société: l'action sociale.....	521
b) La réparation du préjudice subi par un actionnaire: l'action individuelle	522
B. L'action en nullité des délibérations	522
C. Les actions engagées à l'encontre du commissaire aux comptes	524
1. Le relèvement du commissaire aux comptes	524
2. La mise en jeu de la responsabilité civile du commissaire aux comptes.....	525
Paragraphe II – Le recours aux associations de défense des investisseurs en titres financiers ou en produits financiers: l'action en représentation.....	526
A. Le régime juridique des associations de défense des investisseurs en titres financiers ou en produits financiers.....	526
B. Le droit d'agir en justice des associations de défense des investisseurs en titres financiers ou en produits financiers.....	529
1. L'intérêt à agir des associations de défense des investisseurs en titres financiers ou en produits financiers	529
2. La qualité à agir des associations de défense des investisseurs en titres financiers ou en produits financiers	529
a) La qualité à agir en défense de l'intérêt d'autrui des associations de défense des investisseurs en titres financiers ou en produits financiers	530
b) La qualité à agir en défense d'un intérêt collectif des associations de défense des investisseurs en titres financiers ou en produits financiers	531
C. Les associations de défense des investisseurs éthiques en titres financiers ou en produits financiers	533

Conclusion de Section.....	534
Conclusion de Chapitre.....	534
Conclusion du Titre I.....	534
Titre II–L'intérêt social à l'épreuve de l'investissement éthique	537
Chapitre I–L'échec des thèses traditionnelles à définir la finalité des sociétés..	541
Section I–L'impasse de la doctrine de l'intérêt commun.....	541
Paragraphe I–La thèse de l'intérêt social entendu <i>stricto sensu</i>	542
A. La définition restrictive des finalités sociales en droit français.....	543
B. La définition restrictive des finalités sociales en droit américain.....	547
1. Le triomphe de la doctrine de la primauté actionnariale.....	547
2. Les justifications de la doctrine de la primauté actionnariale.....	549
Paragraphe II–La réception de la conception restrictive de l'intérêt social.....	551
Paragraphe III–Les critiques de la conception restrictive de l'intérêt social.....	554
A. Les critiques formulées à l'encontre de la thèse de l'intérêt commun ...	554
B. Les critiques formulées à l'encontre de la doctrine de la primauté actionnariale	553
Conclusion de Section.....	558
Section II–L'impasse de la doctrine de l'entreprise.....	559
Paragraphe I–Les thèses de l'intérêt social entendu <i>lato sensu</i>	559
Paragraphe II–La réception de la conception extensive de l'intérêt social en droit positif.....	561
Paragraphe III–Les critiques de la conception extensive de l'intérêt social..	564
Conclusion de Section.....	567
Section III–L'impossible conciliation des thèses juridiques tendant à définir la finalité des sociétés.....	567
Conclusion de Section.....	572
Conclusion de Chapitre.....	572
Chapitre II–Le décloisonnement des thèses juridiques par le recours à la <i>Stakeholder Theory</i>	573
Section I–La <i>Stakeholder Theory</i>	574
Paragraphe I–L'émergence de la <i>Stakeholder Theory</i>	576
Paragraphe II–Les formalisations de la <i>Stakeholder Theory</i>	579
Paragraphe III–Les fondements axiologiques de la <i>Stakeholder Theory</i>	582
A. L'approche déontologique.....	584
B. L'approche conséquentialiste.....	586
Paragraphe IV–La <i>Stakeholder Theory</i> dans la doctrine juridique	590

A. La <i>Stakeholder Theory</i> dans la doctrine juridique américaine	590
B. La <i>Stakeholder Theory</i> dans la doctrine juridique française	592
Conclusion de Section.....	592
Section II – La réception de la <i>Stakeholder Theory</i> en droit français.....	593
Paragraphe I – Le champ d'application <i>ratione personae</i> de la <i>Stakeholder Theory</i>	594
A. Les catégorisations juridiques des <i>Stakeholders</i>	595
B. La hiérarchisation des intérêts des <i>Stakeholders</i>	598
Paragraphe II – La reconnaissance juridique des intérêts des <i>Stakeholders</i> en droit français.....	600
A. La reconnaissance des intérêts catégoriels des <i>Stakeholders</i> par les diverses branches du droit.....	600
1. La reconnaissance juridique des intérêts catégoriels des associés	600
2. La reconnaissance juridique des intérêts catégoriels des « participants »	601
a) La reconnaissance des intérêts catégoriels des investisseurs non associés	601
b) L'absence de reconnaissance des intérêts catégoriels des dirigeants sociaux.....	601
α) La place des dirigeants dans la structure sociétaire	601
β) La répression de l'abus de bien social : le rejet de l'action civile exercée par les tiers.....	602
c) La reconnaissance des intérêts des salariés.....	604
d) La reconnaissance de l'intérêt catégoriel du groupe de sociétés.....	607
3. La reconnaissance juridique des intérêts des « tiers intéressés »	609
a) La reconnaissance des intérêts catégoriels des « tiers intéressés » par les diverses branches du droit.....	610
α) La reconnaissance des intérêts catégoriels des fournisseurs de crédit.....	610
β) La reconnaissance des intérêts catégoriels des clients	612
γ) La reconnaissance des intérêts catégoriels des fournisseurs et sous-traitants.....	613
δ) La reconnaissance des intérêts catégoriels des concurrents	614
ε) La reconnaissance des intérêts catégoriels de l'État et des collectivités locales	615
ζ) La reconnaissance des intérêts catégoriels des associations.....	615
η) La reconnaissance des intérêts catégoriels des voisins.....	618
θ) La reconnaissance des intérêts catégoriels des victimes de l'activité de la société.....	618

b) La reconnaissance de l'intérêt à agir des « personnes intéressées » en droit des sociétés	620
c) Le dialogue avec les <i>Stakeholders</i> dans l'élaboration du rapport annuel de gestion	621
B. La reconnaissance des intérêts des <i>Stakeholders</i> par la réglementation du développement durable et de la responsabilité sociale des entreprises	623
Paragraphe III – Le contrôle du respect des intérêts des <i>Stakeholders</i>	625
A. L'administrateur « indépendant », agent des <i>Stakeholders</i> au sein du conseil d'administration	625
B. Le système d'information comptable : vers un audit des comptes extra- financiers	629
1. Les normes comptables IFRS : traduction chiffrée de la <i>Shareholder Value</i>	630
2. La comptabilité « sociale » et « environnementale » : vers une appréciation chiffrée des intérêts de l'ensemble des <i>Stakeholders</i>	632
Paragraphe IV – La sanction de la méconnaissance des intérêts des <i>Stakeholders</i>	637
A. La responsabilité civile des dirigeants sociaux à l'épreuve de la <i>Stakeholder Theory</i>	637
B. La <i>Stakeholder Theory</i> : une justification à l'introduction en droit positif des actions de groupe	641
Conclusion de Section	643
Conclusion de Chapitre	644
Conclusion du Titre II	644
Conclusion de la Seconde Partie	645
Conclusion générale	647
BIBLIOGRAPHIE	649
INDEX	767
TABLE DES MATIÈRES	771